

Partie demanderesse ROSEMARY KRAMAR	Absente	Procureur(s) Me Erik Lowe Me Roch Dupont <i>Merchant Law Group</i>	Absents
---	---------	--	---------

Parties défenderesses JOHNSON & JOHNSON et al	Absentes	Procureur(s) Me Simon J. Seida Me Robert Torralbo <i>Blake, Cassels & Graydon s.e.n.c.r.l.</i>	Absents
VALEANT PHARMACEUTICALS	Absente	Me Jessica Harding Me Éric Préfontaine <i>Osler, Hoskin & Harcourt, s.e.n.c.r.l./s.r.l.</i>	Absents

Nature de la cause
ACTION COLLECTIVE

Montant : \$

Cote(s)	APPROBATION DES AVIS AUX MEMBRES
---------	---

Greffier(ière) Marthe de Launière, g.a.c.s.	Interprète N/A	Sténographe N/A
--	-------------------	--------------------

Audition AM :	Début	Fin	Audition PM :	Début	Fin
---------------	-------	-----	---------------	-------	-----

HEURE

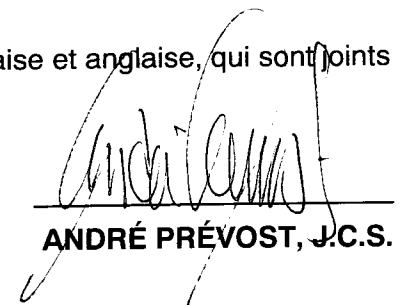
APPROBATION DES AVIS AUX MEMBRES

CONSIDÉRANT les discussions tenues lors de la conférence téléphonique de gestion du 20 novembre 2018;

POUR CES MOTIFS, LE TRIBUNAL :

APPROUVE les avis en version longue et abrégée, en version française et anglaise, qui sont joints au présent procès-verbal.


Marthe de Launière g.a.c.s.


ANDRÉ PRÉVOST, J.C.S.

Une action collective a été autorisée pour toutes les femmes au Québec qui ont utilisé Johnson's® Baby Powder et/ou Shower to Shower® dans la région périnéale et qui ont été diagnostiquées d'un cancer des ovaires

Une action collective a été autorisée pour le compte de toutes les femmes au Québec, y compris les membres de leur famille, leurs successeurs et ayants droit, qui ont utilisé dans la région périnéale les produits Johnson's® Baby Powder et/ou Shower to Shower® et qui ont été diagnostiquées d'un cancer des ovaires.

Le tribunal n'a pas encore décidé si les défenderesses avaient commis une faute. Les défenderesses rejettent le bien-fondé de l'action collective et soutiennent que l'utilisation de leurs produits ne cause pas le cancer des ovaires. Toutefois, si vous êtes visé par l'action collective, vos droits seront affectés.

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

<https://www.merchantlaw.com/class-actions/current-class-actions/ovarian-cancer-baby-powder-class-action>

Merchant Law Group LLP
10, rue Notre-Dame Est,
bureau 200
Montréal (Québec) H2Y 1B7

514 248-7777
1 866 567-7777

Kramar c. Johnson & Johnson et al., n° 500-06-000787-164 (district de Montréal)
La Cour supérieure du Québec a autorisé la publication de cet avis.

À toutes les femmes au Québec qui ont utilisé les poudres Johnson's® Baby Powder et/ou Shower to Shower® dans la région périnéale et qui ont été diagnostiquées d'un cancer des ovaires : une action collective peut affecter vos droits

La Cour supérieure du Québec a autorisé la publication de cet avis.

- Vos droits pourraient être affectés par une action collective qui a été autorisée contre Johnson & Johnson, Johnson & Johnson Consumer Inc., Johnson & Johnson Inc. et Valeant Pharmaceuticals International, Inc. (les « défenderesses »).
- L'action collective comprend toutes les femmes au Québec, ainsi que les membres de leur famille, leurs successeurs et ayants droit le cas échéant, qui ont utilisé les poudres Johnson's® Baby Powder et/ou Shower to Shower® (les « produits ») dans la région périnéale et qui ont été diagnostiquées d'un cancer des ovaires.
- Le tribunal n'a pas encore décidé si les défenderesses avaient commis une faute ou si l'utilisation des produits dans la région périnéale pouvait causer le cancer des ovaires. Les prétentions dirigées contre les défenderesses n'ont pas encore été prouvées. Les défenderesses rejettent le bien-fondé de l'action collective et soutiennent que l'utilisation de leurs produits ne cause pas le cancer des ovaires. Si vous êtes membre du groupe et que des sommes d'argent ou des avantages sont obtenus au terme de l'action collective, vous serez informé de la façon de réclamer votre part. Aucune somme d'argent n'est disponible à ce moment-ci et il n'existe aucune garantie qu'une somme d'argent le sera éventuellement. Cependant, vos droits sont affectés et vous devez choisir une option dès maintenant.

VOS OPTIONS À CE MOMENT-CI	
NE RIEN FAIRE	<p>Demeurer membre de cette action collective et attendre l'issue de celle-ci. Vous prendrez part au partage de l'argent et des avantages accordés, le cas échéant.</p> <p>En ne faisant rien, vous conservez la possibilité d'obtenir de l'argent ou d'autres avantages qui pourraient être accordés à l'issue d'un procès ou dans le cadre d'un règlement. Cependant, vous renoncez ainsi aux droits que vous pourriez avoir d'exercer un recours personnel basé sur les mêmes allégations soulevées dans cette action collective.</p>

<p>S'EXCLURE</p>	<p>Se retirer ou s'exclure de cette action. Vous ne prendrez pas part au partage de l'argent ou des avantages accordés, le cas échéant, mais vous conservez le droit d'exercer un recours individuel.</p> <p>Si vous vous excluez de l'action collective et que de l'argent ou des avantages sont accordés par la suite, vous n'aurez droit à aucune part de cet argent ou de ces avantages. Si vous le souhaitez, vous pouvez exercer un recours en votre propre nom basé sur les mêmes allégations soulevées dans cette action collective.</p>
-------------------------	--

- Vos options vous sont expliquées plus en détail dans cet avis. Pour être exclu, vous devez agir d'ici le **15 janvier 2019**.

CONTENU DE CET AVIS

CONTENU DE CET AVIS.....	III
1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX	1
A) Quel est l'objet de ce recours?	1
B) Pourquoi cet avis est-il publié?	1
C) Qu'est-ce qu'une action collective?	1
D) Comment puis-je savoir si je suis membre de l'action collective?	2
E) Que réclame la représentante dans le cadre de cette action collective?	2
F) Un montant d'argent m'est-il offert à ce moment-ci?	3
2. VOS OPTIONS	4
3. LES AVOCATS	4
A) Qui me représente dans ce dossier?	4
B) Puis-je engager mon propre avocat?	5
C) Comment les avocats seront-ils payés?	5
4. PROCHAINES ÉTAPES	5
A) Procès sur les questions communes	5
B) Les questions communes	5
C) Recevrai-je une somme d'argent à l'issue du procès sur les questions communes?	6
D) Comment saurai-je ce qui se passe?	6
5. OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES.....	6
FORMULAIRE D'EXCLUSION	8

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

L'honorable André Prévost, juge à la Cour supérieure du Québec, est chargé de la supervision de cette affaire, connue sous le nom de *Rosemary Kramar c. Johnson & Johnson, et al.*, dossier n° 500-06-000787-164 du district de Montréal.

La personne qui a exercé ce recours, Rosemary Kramar, est la représentante du groupe agissant en son nom et au nom des tous les autres membres du groupe.

Les défenderesses nommées dans ce recours sont : Johnson & Johnson, Johnson & Johnson Consumer Inc., Johnson & Johnson Inc. et Valeant Pharmaceuticals International, Inc. (« défenderesses »).

A) Quel est l'objet de ce recours?

Le 5 mai 2016, la représentante a déposé une requête en autorisation d'exercer une action collective et pour être désignée comme représentante.

La représentante allègue que l'utilisation des poudres Johnson's® Baby Powder et/ou Shower to Shower®, cause ou entraîne un risque accru de développer un cancer des ovaires et que les défenderesses ont omis d'informer adéquatement les membres du groupe des risques que posaient Johnson's® Baby Powder et/ou Shower to Shower® pour la santé.

B) Pourquoi cet avis est-il publié?

Ce recours a été « autorisé » à titre d'action collective. Si vous répondez à la définition du groupe (et que vous n'êtes pas visé par des exclusions), vous avez certains droits et certaines options que vous devriez examiner avant que le tribunal ne décide si les allégations contre les défenderesses sont valides. Cet avis explique tous ces aspects et la marche à suivre pour exercer vos droits à l'avenir.

C) Qu'est-ce qu'une action collective?

Dans une action collective, une ou plusieurs personnes, appelées « représentante(s) », intentent une action en leur nom et au nom d'autres personnes ayant des réclamations similaires. Les personnes ayant des réclamations similaires forment le « groupe » et sont des « membres du groupe ». Le tribunal tente de résoudre le plus grand nombre possible de questions en litige dans le cadre d'un seul et même procès sur les « questions communes » visant tous les membres du groupe (des questions individuelles peuvent demeurer après l'issue du procès sur les questions communes). Les personnes ayant des réclamations similaires et qui ne s'excluent pas de l'action collective sont liées par les décisions rendues par le tribunal dans cette affaire.

Pour consulter le registre des actions collectives au Québec, visitez le site qui suit :

<http://services.justice.gouv.qc.ca/dgsj/rrc/Demande/DemandeRecherche.aspx>

D) Comment puis-je savoir si je suis membre de l'action collective?

Si vous désirez participer à cette action collective, vous êtes inclus dans ce recours et n'avez aucune mesure à prendre à ce moment-ci si tous les énoncés suivants sont vrais :

- vous avez utilisé Johnson's® Baby Powder et/ou Shower to Shower® dans la région périnéale; et,
- après avoir utilisé Johnson's® Baby Powder et/ou Shower to Shower® dans la région périnéale, vous avez été diagnostiquée d'un cancer des ovaires.

Vous pouvez être exclu de cette action collective même si vous respectez les deux conditions précédentes si :

Si vous avez exercé un recours individuel ayant le même objet que celui de cette action collective, vous serez réputé vous être « exclu » de cette action collective si vous maintenez votre action individuelle après la date limite pour l'exclusion, **15 janvier 2019**.

Si vous n'êtes pas certain si cette situation s'applique à vous, veuillez communiquer avec les avocats de la représentante pour obtenir de l'aide.

E) Que réclame la représentante dans le cadre de cette action collective?

La représentante cherche à obtenir une compensation monétaire sous forme de dommages compensatoires, moraux et punitifs, ainsi que les frais juridiques, les coûts et l'intérêt applicable. Plus précisément, la représentante souhaite que le tribunal :

ACCUEILLIR l'action collective contre les défenderesses;

CONDAMNER les défenderesses à payer à payer aux Membres du Groupe des dommages compensatoires pour préjudice matériel, blessure, douleur et souffrance, anxiété et crainte ainsi que pour tout autre dommage moral;

CONDAMNER les défenderesses à payer aux Membres du Groupe des dommages punitifs et exemplaires à être déterminé par le tribunal;

ORDONNER que le traitement des réclamations individuelles des Membres soit effectué conformément aux articles 599 à 601 C.p.c.;

RENDRE toute autre ordonnance que le tribunal jugera appropriée dans le meilleur intérêt des Membres du Groupe ;

LE TOUT avec intérêt et indemnité additionnelle prévue au Code civil du Québec ainsi que les frais de justice. Incluant honoraires des experts et les frais de publication aux Membres ;

F) Un montant d'argent m'est-il offert à ce moment-ci?

Non. Le tribunal n'a pas encore décidé si les défenderesses avaient commis une faute et aucun règlement n'a été conclu par les parties. Les défenderesses nient les allégations de la représentante. Rien ne garantit qu'une somme d'argent ou des avantages vous seront accordés. Cependant, s'ils le sont, vous en serez informé et recevrez l'information sur la façon de faire pour réclamer une part de ces avantages.

2. VOS OPTIONS

À cette étape-ci, vous devez choisir de demeurer dans le groupe ou de vous en exclure avant la tenue d'un procès.

Si vous ne faites rien et que vous répondez à la définition du groupe, vous serez automatiquement inclus dans le recours. Vous serez lié par toutes les décisions du tribunal, qu'elles soient, à vous ou au groupe, favorables ou non. Si des avantages sont obtenus, vous aurez à poser certains gestes pour vous en prévaloir. Vous n'aurez droit aux avantages que si vous respectez les critères établis aux fins de l'attribution d'avantages aux membres individuels du groupe.

Si vous désirez vous exclure, vous devez le faire au plus tard le **15 janvier 2019**. Vous ne serez pas lié par les décisions du tribunal dans ce recours, mais vous n'aurez pas droit non plus à l'argent ou aux avantages pouvant être obtenus à l'issue de ce recours. Vous conservez votre droit de poursuivre individuellement les défenderesses relativement aux questions en litige, si vous le souhaitez. Prenez note que vous ne pourrez pas changer d'idée plus tard et décider de « réintégrer » le groupe visé par l'action collective après vous en être exclu.

Pour vous exclure, veuillez remplir le formulaire d'exclusion joint au présent avis et l'envoyer par courrier recommandé à l'adresse suivante :

Greffier de la Cour supérieure du Québec
Palais de Justice de Montréal
Dossier n° 500-06-000787-164
1, rue Notre-Dame Est, Salle 1.120
Montréal (Québec) H2Y 1B6

Votre formulaire d'exclusion doit être reçu au plus tard le **15 janvier 2019**.

3. LES AVOCATS

A) Qui me représente dans ce dossier?

Rosemary Kramar, la représentante, est représentée par Merchant Law Group LLP dans ce litige. Merchant Law Group LLP représente donc ses intérêts et ceux des membres du groupe, dont vous-même si vous êtes membre du groupe.

B) Puis-je engager mon propre avocat?

Si vous souhaitez être représenté par un autre avocat, vous pouvez en engager un à vos frais. Votre avocat devra obtenir l'autorisation du tribunal pour intervenir à l'action collective. Prenez note qu'un membre intervenant du groupe pourrait devoir se soumettre à un interrogatoire préalable ou à un examen médical, ou aux deux, à la demande des défenderesses. Un membre du groupe qui n'intervient pas à l'action collective ne peut être appelé à se soumettre à un interrogatoire préalable ou à un examen médical en l'absence d'une décision du tribunal.

C) Comment les avocats seront-ils payés?

Vous n'avez pas à prendre en charge les honoraires des avocats de M^{me} Kramar dans cette action collective. M^{me} Kramar a conclu une convention d'honoraires conditionnels aux termes de laquelle ses avocats recevront i) 30 % de la somme reçue pour le groupe dans l'ensemble ou ii) toute somme accordée par le Tribunal suite à une entente ou un jugement. Si aucune somme d'argent n'est obtenue, les avocats ne toucheront aucun montant. Par ailleurs, tout paiement fait aux avocats devra être approuvé par le tribunal.

Si vous engagez votre propre avocat, c'est à vous qu'il revient de payer les honoraires ou les frais pouvant être fixés par ce dernier.

4. PROCHAINES ÉTAPES

A) Procès sur les questions communes

La représentante devra prouver ses allégations et celles du groupe lors d'un procès. Le procès aurait alors lieu à Montréal (Québec). Au cours du procès, le tribunal entendrait toute la preuve avant de pouvoir rendre une décision, à savoir qui aurait gain de cause entre la représentante et les défenderesses.

B) Les questions communes

Les principales questions de faits et de droit auxquelles des réponses doivent être obtenues dans le cadre du procès sur les questions communes sont les suivantes :

- 1) Est-ce que les Produits, lorsqu'utilisés dans la région périnéale, causent le cancer des ovaires ou y contribuent ou en augmentent le risque de manière significative ?
- 2) Est-ce que les défenderesses ont fait défaut de tester les Produits de manière adéquate et suffisante, tant avant qu'après leur mise en marché, pour s'assurer

qu'ils soient sécuritaires pour leur utilisation à la région périnéale par les consommatrices ?

- 3) Est-ce que les défenderesses ont fait défaut de tester adéquatement les Produits en vue de déterminer s'ils augmentent le risque de cancer des ovaires pendant la durée de leur utilisation normale et/ou projetée ?
- 4) Est-ce que les défenderesses ont fait défaut d'avertir la demanderesse et les Membres du Groupe des risques à la santé liés à l'utilisation par les femmes des Produits à la région périnéale ?
- 5) Les défenderesses sont-elles tenues de payer des dommages compensatoires aux Membres du Groupe ?
- 7) Les défenderesses sont-elles tenues de payer des dommages punitifs et exemplaires et, le cas échéant, quel montant doit être accordé ?

C) Recevrai-je une somme d'argent à l'issue du procès sur les questions communes?

Il n'y a aucune garantie que la représentante obtiendra une compensation financière ou d'autres avantages au nom du groupe.

Si la représentante obtient une somme d'argent ou des avantages à l'issue d'un procès ou d'un règlement, vous serez informés de la marche à suivre pour demander une part de ceux-ci ou l'on vous expliquera les autres options qui vous seront alors offertes. Il est possible que vous ayez à démontrer le bien-fondé de votre réclamation individuelle et possiblement à prendre en charge les frais pour ce faire. À ce moment-là, vous pouvez choisir de retenir les services de Merchant Law Group LLP pour vous aider, ou vous pouvez choisir un autre avocat de votre choix.

D) Comment saurai-je ce qui se passe?

Les avocats agissant pour la représentante peuvent transmettre à l'occasion aux membres du groupe des avis approuvés par le tribunal les informant de l'état d'avancement de l'action.

Si vous souhaitez recevoir ces avis, veuillez communiquer par téléphone avec Merchant Law Group LLP en composant le 514 248-7777 ou allez à l'adresse <https://www.merchantlaw.com/class-actions/current-class-actions/ovarian-cancer-baby-powder-class-action> pour vous inscrire sur la liste d'envoi des avis.

5. OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Vous pouvez obtenir des précisions sur cette affaire et sur le processus d'exclusion en communiquant avec :

Merchant Law Group LLP
10, rue Notre-Dame Est, bureau 200
Montréal (Québec) H2Y 1B7

Tél. : 514 248-7777 ou sans frais le 1 866 567-7777
Télec. : 514 842-6687

Roch Dupont (rdupont@merchantlaw.com)
Erik Lowe (elowe@merchantlaw.com)

FORMULAIRE D'EXCLUSION

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL

COUR SUPÉRIEURE
(ACTION COLLECTIVE)

N° 500-06-000787-164

ROSEMARY
KRAMAR

Demanderesse

C.
JOHNSON & JOHNSON
JOHNSON & JOHNSON CONSUMER
INC.
JOHNSON & JOHNSON INC.
VALEANT PHARMARCEUTICAL
INTERNATIONAL, INC.

Défenderesses

Veillez ne remplir ce formulaire d'exclusion que si vous êtes un membre du groupe (tel qu'il est décrit dans l'avis d'autorisation) et que vous souhaitez être exclu de l'action collective suivante : *Kramar c. Johnson & Johnson, et al.*, Cour supérieure du Québec, dossier n° 500-06-000787-164 (district de Montréal). Ce formulaire doit être reçu par le greffier de la Cour supérieure du Québec au plus tard le **15 janvier 2019** à l'adresse suivante :

Greffier de la Cour supérieure du Québec
Palais de Justice de Montréal
Dossier n° 500-06-000787-164
1, rue Notre-Dame Est, Salle 1.120
Montréal (Québec) H2Y 1B6

Votre nom : _____

Votre adresse postale : _____

Numéro de téléphone : _____

Courriel : _____

En apposant ma signature ci-dessous, j'atteste que je ne souhaite pas participer à l'action collective *Kramar c. Johnson & Johnson, et al* et je comprends qu'en m'excluant, je ne recevrai aucune somme d'argent ni aucun avantage qui pourrait être obtenu au nom des membres du groupe par la représentante.

Signature

Date

A class action has been authorized for all women in Quebec who used Johnson's® Baby Powder and/or Shower to Shower® in the perineal region and who have been diagnosed with ovarian cancer

A class action has been authorized on behalf of all women in Quebec, including members of their family, their successors and assigns, who have used Johnson's® Baby Powder and/or Shower to Shower® products in the perineal region and who have been diagnosed with ovarian cancer.

The Court has not yet decided if the defendants have committed a fault. The defendants are contesting the class action and take the position that use of their products does not cause ovarian cancer. Nevertheless, if you are part of the class action, your rights will be affected.

ADDITIONAL INFORMATION

<https://www.merchantlaw.com/class-actions/current-class-actions/ovarian-cancer-baby-powder-class-action>

Merchant Law Group LLP
10 rue Notre-Dame East, suite 200
Montreal (Quebec) H2Y 1B7

514 248-7777
1 866 567-7777

Kramar v. Johnson & Johnson et al., n° 500-06-000787-164 (district of Montreal)
The Superior Court of Quebec has authorized the publication of this notice.

To all women in Quebec who have used Johnson's® Baby Powder and/or Shower to Shower® in the perineal region and that have been diagnosed with ovarian cancer: a class action may affect your rights

The Superior Court of Quebec authorized the publication of this notice.

- Your rights may be affected by a class action that has been authorized against Johnson & Johnson, Johnson & Johnson Consumer Inc., Johnson & Johnson Inc., and Valeant Pharmaceuticals International, Inc. (the "**defendants**").
- The class action includes all women in Quebec, as well as members of their family, their successors and assigns, if any, who have used Johnson's® Baby Powder and/or Shower to Shower® (the "**products**") in the perineal region and who have been diagnosed with ovarian cancer.
- The Court has not yet decided whether the defendants have committed a fault or if the use of the products in the perineal region could cause ovarian cancer. The assertions made against the defendants have not yet been proven. The defendants are contesting the class action and take the position that use of their products does not cause ovarian cancer. If you are a member of the class and sums of money or benefits are obtained at the conclusion of the class action, you will be informed of how to claim your share. No amount of money is available at this time and there is no guarantee that money will eventually be available. Nevertheless, your rights are affected and you must choose one of the following options at this time.

YOUR OPTIONS AT THIS TIME	
DO NOTHING	<p>Remain a member of the class action and await the outcome thereof. You will take part in the sharing of money and benefits, if any.</p> <p>By doing nothing, you retain the possibility to get money or other benefits that could be awarded following a trial or a settlement. However, by doing so, you waive any rights you may have to initiate a personal actions based on the same allegations as those raised in this class action.</p>

YOUR OPTIONS AT THIS TIME

OPT-OUT

Withdraw or exclude yourself from this action. You will not take part in the sharing of money or benefits, if any, but you retain the right to exercise an individual action.

If you opt-out of the class action and money or benefits are subsequently granted, you will not have any right to a share of said money or benefits. If you wish, you can initiate an action in your own name based on the same allegations as those raised in this class action.

- Your options are explained in greater detail in this notice. To opt-out, you must act before **January 15th 2019**.

CONTENTS OF THIS NOTICE

CONTENTS OF THIS NOTICE i

1. GENERAL INFORMATION 1

 A) Why is this notice published? 1

 B) What is a class action? 1

 C) How can I find out if I am a member of this class action? 2

 D) What is the representative claiming in this class action? 2

 E) Is money being offered to me at this moment? 3

2. YOUR OPTIONS..... 3

3. THE LAWYERS..... 3

 A) Who is representing me in this matter? 3

 B) Can I hire my own lawyer? 4

 C) How will the lawyers be paid? 4

4. NEXT STEPS 4

 A) Hearing on the common issues..... 4

 B) The common issues 4

 C) Will I receive money following the end of the hearing on the common issues? .. 5

 D) How will I know what is happening? 5

5. OBTAIN ADDITIONAL INFORMATION 5

OPT-OUT FORM..... 6

1. GENERAL INFORMATION

The Honourable André Prévost, judge of the Superior Court of Quebec, is responsible for the oversight of this matter, known under the name of *Rosemary Kramar v Johnson & Johnson, et al.*, file n° 500-06-000787-164 in the district of Montreal.

The person who brought this action, Rosemary Kramar, is the representative of the class who is acting on her behalf and on behalf of all the other members of the class.

The defendants named in this action are: Johnson & Johnson, Johnson & Johnson Consumer Inc., Johnson & Johnson Inc., and Valeant Pharmaceuticals International, Inc. (the "**defendants**").

A) What is the purpose of this action?

On May 5, 2016, the representative filed an application for authorization to initiate class action proceedings and to be designated as class representative.

The representative alleges that the use of Johnson's® Baby Powder and/or Shower to Shower® causes ovarian cancer or creates an increased risk of developing ovarian cancer and that the defendants failed to adequately inform the members of the class of the health risks associated with Johnson's® Baby Powder and/or Shower to Shower®.

B) Why is this notice published?

This action was "authorized" as a class action. If you meet the definition of the class (and you are not subject to any exclusions), you have certain rights and certain options that you should consider before the Court decides if the allegations against the defendants are valid. This notice explains these aspects and the procedure to follow in order to exercise your rights in the future.

C) What is a class action?

In a class action, one or more persons, called "representative(s)", commence an action in their own name and on behalf of other persons with similar claims. Persons with similar claims constitute the "class" and are "class members". The Court attempts to resolve as many litigious issues as possible as part of a single trial on the "common issues" concerning all class members (individual issues may remain following the conclusion of the trial on the common issues). People with similar claims who do not opt-out of the class action are bound by the decisions rendered by the Court in this matter.

To view the register of class actions in Quebec, visit the following website:

<http://services.justice.gouv.qc.ca/dgsj/rrc/Demande/DemandeRecherche.aspx>

D) How can I find out if I am a member of this class action?

If you wish to participate in this class action, you are included in this action and do not have to take any action at this time if all the following statements are true:

- you used Johnson's® Baby Powder and/or Shower to Shower® in the perineal region; and,
- after having used Johnson's® Baby Powder and/or Shower to Shower® in the perineal region, you were diagnosed with ovarian cancer.

You might be excluded from this class action even if you meet the above conditions:

If you have exercised an individual action having the same purpose as the present class action, you will be deemed "excluded" from this class action if you maintain your individual action past the opt-out deadline, on **January 15th 2019**.

If you are unsure as to whether this situation applies to you, please communicate with the representative's counsel in order to obtain assistance.

E) What is the representative claiming in this class action?

The representative seeks to obtain monetary compensation in the form of compensatory, moral and punitive damages, as well as legal fees, costs and the applicable interest. Specifically, the representative is asking the Court to:

GRANT the class action against the defendants;

CONDEMN the defendants to pay the Class Members compensatory damages for material damages, injury, pain and suffering, anxiety and fear and for any other non-pecuniary damages;

CONDEMN the defendants to pay the Class Members punitive and exemplary damages to be determined by the court;

ORDER that the processing of individual claims by Members shall be in accordance with Articles 509 to 601 of the C.p.c.;

MAKE any other order that the court deems in the best interests of the Class Members;

THE WHOLE with interest and the additional indemnity provided for in the Civil Code of Québec as well as legal costs, including experts' fees and publication fees to Members.

F) Is money being offered to me at this moment?

No. The Court has not yet decided if the defendants have committed a fault and no settlement has been reached between the parties. The defendants deny the allegations made by the representative. There is no guarantee that an amount of money or benefits will be awarded to you. However, if they are, you will be informed and will receive information regarding how to claim your share of these benefits.

2. YOUR OPTIONS

At this stage, you must choose whether to remain in the class or to opt-out before the trial is held.

If you do not do anything and you meet the definition of the class, you will automatically be included in the action. You will be bound by any decision of the Court, whether or not it is favourable to you and the class. If benefits are awarded, you will need to take certain actions in order to obtain them. You will only have a right to the benefits if you meet the established criteria regarding the distribution of benefits to individual class members.

If you wish to opt-out, you must do so no later than **January 15th 2019**. You will not be bound by the decisions of the Court in this action, but you will not have any right to the money or other benefits that may be awarded as a result of this action. You will retain your right to pursue an individual claim against the defendants regarding the subject matter of this class action, if you so wish. Please note that, once you have opted out, you may not subsequently change your mind and decide to "re-join" this class action.

To opt-out, fill out the opt-out form attached to this notice and send it via registered mail to the following address:

Greffier de la Cour supérieure du Québec
Palais de Justice de Montréal
Dossier no 500-06-000787-164
1, rue Notre-Dame Est, Salle 1.120
Montréal (Québec) H2Y 1B6

Your opt-out form must be received no later than **January 15th 2019**.

3. THE LAWYERS

A) Who is representing me in this matter?

Rosemary Kramar, the representative, is represented by Merchant Law Group LLP in this litigation. Merchant Law Group LLP therefore represents her interests and those of the class, including your interests if you are a member of the class.

B) Can I hire my own lawyer?

If you wish to be represented by another lawyer, you may hire one at your own cost. Your lawyer will need to obtain Court authorization to intervene in this class action. Note that a member intervening in the class may be subject to a pre-trial examination or a medical examination, or both, at the request of the defendants. A class member that does not intervene in the class action cannot be called to a pre-trial examination or a medical examination without a Court decision.

C) How will the lawyers be paid?

You will not have to pay the fees for Ms. Kramar's lawyers in this class action. Ms. Kramar entered into a conditional fee agreement pursuant to which her lawyers will receive i) 30% of the total amount received by the class or ii) any amount granted by the Court following a settlement or a judgment. If no money is obtained by the class, the lawyers will not receive anything. Furthermore, any payment made to the lawyers will need to be approved by the Court.

If you hire your own lawyer, you will be responsible for paying the fees or costs that may be determined by the lawyer.

4. NEXT STEPS

A) Hearing on the common issues

The representative will have to prove her allegations and those of the class during a hearing. The hearing would take place in Montreal (Quebec). During the hearing, the Court would hear all the evidence before rendering a decision regarding who would win between the representative and the defendants.

B) The common issues

The main questions of fact and of law that need to be answered as part of the hearing on the common issues are the following:

- 1) Do the products, when used in the perineal region, cause ovarian cancer or significantly contribute to or increase the risk thereof?
- 2) Did the defendants fail to adequately and sufficiently test the products, both before and after the product were marketed, in order to ensure that they are safe to use in the perineal region by consumers?
- 3) Did the defendants fail to adequately test the products in order to determine if they increased the risk of ovarian cancer during the course of their normal and/or proposed use?

- 4) Did the defendants fail to warn the plaintiff and the class members of the health risks associated with the use of the products in the perineal region by women?
- 5) Are the defendants liable to pay compensatory damages to the class members?
- 6) Are the defendants liable to pay punitive and exemplary damages and, if so, what amount should be awarded?

C) Will I receive money following the end of the hearing on the common issues?

There is no guarantee that the representative will obtain financial compensation or other benefits on behalf of the group.

If the representative obtains an amount of money or other benefits following the hearing or a settlement, you will be informed of the process to follow in order to request a share thereof or we will explain to you the other options that would be open to you. It is possible that you will need to demonstrate the validity of your individual claim and you may need to incur costs in order to do so. In that event, you could choose to retain the services of Merchant Law Group to assist you, or you could choose another lawyer of your choice.

D) How will I know what is happening?

The lawyers acting for the representative may occasionally send court-approved notices to the class members in order to inform them of the progression of the action.

If you would like to receive these notices, please communicate by telephone with Merchant Law Group LLP by dialing 514-248-7777 or go to the following address <https://www.merchantlaw.com/class-actions/current-class-actions/ovarian-cancer-baby-powder-class-action> to register on the notice delivery list.

5. OBTAIN ADDITIONAL INFORMATION

You may obtain details on this matter and on the opt-out process by communicating with:

Merchant Law Group LLP
10 rue Notre-Dame East, suite 200
Montréal (Québec) H2Y 1B7

Tel.: 514 248-7777 or toll-free at 1 866 567-7777
Fax: 514 842-6687

Roch Dupont (rdupont@merchantlaw.com)
Erik Lowe (elowe@merchantlaw.com)

OPT-OUT FORM

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL

COUR SUPÉRIEURE
(ACTION COLLECTIVE)

N° 500-06-000787-164

ROSEMARY KRAMAR

Demanderesse

C.

JOHNSON & JOHNSON
JOHNSON & JOHNSON CONSUMER INC.
JOHNSON & JOHNSON INC.
VALEANT PHARMARCEUTICAL INTERNATIONAL, INC.

Défenderesses

Do not complete this opt-out form unless you are a member of the class (as described in the notice of authorization) and you wish to opt-out of the following class action: *Kramar v Johnson & Johnson et al.*, Superior Court of Quebec, file n° 500-06-000787-164 (district of Montreal). This opt-out form must be received by the clerk of the Superior Court of Quebec no later than **January 15th 2019** at the following address:

Greffier de la Cour supérieure du Québec
Palais de Justice de Montréal
Dossier n° 500-06-000787-164
1, rue Notre-Dame Est, Salle 1.120
Montréal (Québec) H2Y 1B6

Your name: _____

Your address: _____

Telephone number: _____

Email: _____

By signing below, I confirm that I do not wish to participate in the *Kramar v Johnson & Johnson et al* class action and I understand that by opting out, I will not receive any monetary amount or other benefit that might be obtained by the representative on behalf of the class members.

Signature

Date